

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/ZAF/6

18 mars 1998

(98-1081)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses aux questions posées par la COMMUNAUTE EUROPEENNE¹,
le JAPON¹ et les ETATS-UNIS¹ concernant la nouvelle
notification complète de l'AFRIQUE DU SUD²

La Mission permanente de l'Afrique du Sud a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 13 mars 1998.

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

I. PROGRAMMES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE NOTIFICATION

Question

a) Programme de financement à faible taux d'intérêt

L'Afrique du Sud affirme que ce programme est offert aux industriels qui créeront une capacité nouvelle et/ou additionnelle générant des ventes dont 30 pour cent au moins seront destinées à l'exportation. Ce programme semble dépendre des résultats à l'exportation. A cet égard, l'Afrique du Sud pourrait-elle indiquer le calendrier prévu pour l'élimination progressive de cette subvention?

Réponse

a) L'Afrique du Sud a réexaminé ce programme et a décidé de le supprimer progressivement d'ici à juin 1998.

Question

b) Programme pour soutenir la concurrence sur le marché mondial

L'Afrique du Sud pourrait-elle expliquer ce que l'on entend par "fabricants indûment affectés par la réforme tarifaire"?

¹G/SCM/Q2/ZAF/3, G/SCM/Q2/ZAF/4, G/SCM/Q2/ZAF/5.

²G/SCM/N/3/ZAF-G/SCM/N/16/ZAF-G/SCM/N/25/ZAF.

Réponse

b) L'expression "fabricants indûment affectés par la réforme tarifaire" désigne les fabricants pour lesquels le total des droits d'importation *ad valorem* nominaux diminuera d'au moins 10 points de pourcentage sur la période allant de 1995 à 1999 ou les fabricants dont les concurrents bénéficient d'une réduction des droits d'importation d'au moins 10 points de pourcentage, cette réduction ayant une incidence importante sur leur chiffre d'affaires.

II. PROGRAMMES ADDITIONNELS QUI N'ONT PAS ETE NOTIFIES A L'OMC

Questions

L'Afrique du Sud a omis de notifier un certain nombre de programmes qui auraient dû l'être au titre de l'article 25. La Communauté constate que les programmes décrits ci-après prévoient une contribution financière qui confère des avantages aux branches de production locales. De surcroît, il s'agit à l'évidence de programmes spécifiques (ils sont propres à un secteur ou subordonnés aux exportations). Outre les questions spécifiques posées, la Communauté aimerait savoir pourquoi ces programmes n'ont pas été notifiés à l'OMC et demande que, le cas échéant, l'Afrique du Sud présente une notification conformément à l'article 25, suivant le mode de présentation type.

1. Programme pour le développement industriel régional

L'aide est octroyée sous la forme d'une prime d'établissement pendant les deux premières années, d'une incitation fondée sur la rentabilité pendant les trois années suivantes et d'une incitation à la relocalisation.

2. Programme simplifié pour le développement industriel régional

Réponse

L'Afrique du Sud ne considère pas ces programmes comme étant propres à un secteur et ils ne sont pas subordonnés aux résultats à l'exportation, c'est pourquoi elle estime qu'ils n'ont pas à être notifiés.

3. Système général d'incitation à l'exportation

Réponse

Ce programme a été mentionné dans la notification reproduite sous la cote G/SCM/N/2/ZAF en tant que subvention prohibée, mais pas dans la notification G/SCM/N/3/ZAF du 23 juin 1997 car il a pris fin le 11 juillet 1997.

4. Système d'aide à la commercialisation des exportations

Ce système englobe le programme pour la recherche de base sur les marchés d'exportation et le programme concernant les missions commerciales d'achat à l'étranger.

Réponse

Ce système n'est pas réservé à un secteur particulier et n'entre donc pas dans la définition d'une subvention.

5. Abaissements ou remboursements des droits à l'importation de matières premières et de composants utilisés dans le processus de fabrication

Réponse

Les abaissements et remboursements des droits à l'importation de matières premières et de composants sont des mesures admises et conformes aux dispositions de l'annexe II de l'Accord. L'Afrique du Sud ne les considère pas comme devant être notifiés.

6. Système d'exonération des droits de douane en faveur de l'industrie automobile

Réponse

L'objectif du Programme de développement de l'industrie automobile en ce qui concerne les véhicules légers - c'est-à-dire les automobiles (y compris les breaks), les minibus et les véhicules utilitaires légers - est d'améliorer la compétitivité de cette branche d'activité, grâce à une réduction progressive des droits de douane protecteurs. Pour éviter toute prescription quant aux types de composants qui sont fabriqués sur place, il est prévu que tous les composants devant être incorporés dans les véhicules montés localement seront soumis au même niveau de droits de douane. Etant donné que seule une partie des composants nécessaires sont ou peuvent être fabriqués sur place, des abaissements de droits sont accordés pour une partie des composants importés nécessaires au montage d'un véhicule. En principe, l'abaissement accordé à un monteur de véhicules repose sur la valeur totale de tous les composants - fabriqués localement et importés - achetés par ce monteur. Dans la pratique, en raison des problèmes rencontrés pour déterminer la valeur totale des composants utilisés, les abaissements sont fondés sur la valeur des véhicules destinés au marché local et sur la valeur des composants et des véhicules exportés.

Les abaissements accordés ne dépassant pas le taux de droit plein, l'abaissement n'est pas considéré comme une subvention.

En ce qui concerne le montage des véhicules lourds, les droits de douane ont été supprimés pour la plupart des composants nécessaires. Les droits applicables à certains moteurs, boîtes de vitesses, essieux moteurs, cabines de conduite et pneus demeurent, mais font tous l'objet de réductions modulées ou seront, dans l'avenir, supprimés.

7. Concessions tarifaires pour l'électricité: les industries grosses consommatrices d'électricité peuvent obtenir des tarifs spéciaux auprès des autorités locales compétentes

Réponse

Ce programme a un caractère commercial, des réductions étant accordées pour la consommation d'importantes quantités d'électricité (rabais de quantité).

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE JAPON

Question

Système général d'incitation à l'exportation (GEIS)

L'Afrique du Sud pourrait-elle indiquer la raison pour laquelle ce programme, mentionné dans la notification reproduite sous la cote G/SCM/N/2/ZAF en tant que subvention prohibée, n'a pas été décrit dans la notification portant la cote G/SCM/N/3/ZAF?

Réponse

Ce programme a été mentionné dans la notification G/SCM/N/2/ZAF en tant que subvention prohibée, mais pas dans la notification G/SCM/N/3/ZAF du 23 juin 1997 car il a pris fin le 11 juillet 1997.

Question

Programme de financement à faible taux d'intérêt (programme pour la survie des entreprises)

A la page 3 de sa notification, l'Afrique du Sud indique, en réponse à la question "A qui et comment l'aide est accordée", que l'aide est: "offerte aux industriels ou groupes dont le total des actifs dépasse 1 million de rand, pour le financement de projets qui créeront une capacité nouvelle et/ou additionnelle générant des ventes dont 30 pour cent au moins seront destinées à l'exportation".

- Ce programme constitue-t-il une subvention à l'exportation?
- Dans l'affirmative, l'Afrique du Sud pourrait-elle préciser quand ce programme sera complètement éliminé?
- Dans la négative, l'Afrique du Sud pourrait-elle en donner la raison?

Réponse

Le programme de financement à faible taux d'intérêt a été réexaminé et il a été décidé de le supprimer progressivement d'ici à juin 1998.

Question

Système de certificats de crédit de droits pour les textiles et les vêtements

A la page 6 de sa notification, l'Afrique du Sud signale, en réponse à la question "A qui et comment l'aide est accordée", que: "les exportateurs de textiles et de vêtements obtiennent des certificats de crédit de droits sur la base de leurs exportations de produits visés par le système. Le certificat offre à ces exportateurs un crédit égal à la valeur du certificat sur les droits de douane payables sur les importations de certains textiles et vêtements".

- Ce programme constitue-t-il une subvention à l'exportation?
- Dans l'affirmative, l'Afrique du Sud pourrait-elle préciser quand ce programme sera complètement éliminé?
- Dans la négative, l'Afrique du Sud pourrait-elle en donner la raison?

Réponse

Ce programme a été réexaminé et il a été décidé de le supprimer progressivement à compter du 31 mars de l'an 2000.

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS

Question 1

S'agissant du "Programme de financement à faible taux d'intérêt" et du "Système de certificats de crédit de droits pour les textiles et les vêtements", considérez-vous que ces programmes accordent des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation, telles que prévues à l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires? Dans l'affirmative, quels sont vos projets concernant l'élimination complète de ces programmes?

Réponse

Le "Programme de financement à faible taux d'intérêt" et le "Système de certificats de crédit de droits pour les textiles et les vêtements" ont été réexaminés, et il a été décidé de supprimer progressivement le premier programme d'ici à juin 1998. Le second devrait l'être à partir du 31 mars de l'an 2000.

Question 2

Dans votre notification du "Programme de financement à faible taux d'intérêt", vous avez déclaré que l'effet de la subvention était la différence entre le taux d'intérêt du marché et le taux d'intérêt plus faible appliqué. Veuillez fournir des renseignements concernant la base sur laquelle sont déterminés le taux d'intérêt du marché et le taux d'intérêt plus faible appliqué pour ce programme, ainsi que pour le "Programme pour soutenir la concurrence sur le marché mondial".

Réponse

Les niveaux des taux d'intérêt appliqués pour le "Programme de financement à faible taux d'intérêt" et le "Programme pour soutenir la concurrence sur le marché mondial" dépendent de la taille de l'entreprise requérante:

Petites et moyennes entreprises (total des actifs inférieurs à 60 millions de rand):

Les industriels peuvent opter pour un taux fixe, actuellement de 13,5 pour cent par an ou un taux variable, actuellement de 14,25 pour cent par an pour les prêts d'un montant inférieur à 25 millions de rand et de 13,75 pour cent par an pour les prêts d'un montant supérieur à 25 millions de rand. Les taux d'intérêt réduits (taux fixes et taux variables) sont égaux aux taux d'intérêt normaux (fixes ou variables) minorés de 3 points de pourcentage. Les taux d'intérêt normaux (fixes ou variables) sont fondés sur le taux d'intérêt du marché (appliqué par les banques à leurs meilleurs clients pour leurs découverts) minoré de 2 pour cent pour les taux fixes et de 2,5 pour cent pour les taux variables.

Grands groupes (total des actifs supérieur à 60 millions de rand):

Seuls les taux variables aux pourcentages indiqués ci-dessus sont proposés aux grands groupes.

Question 3

Vous déclarez que le "Programme pour soutenir la concurrence sur le marché mondial" offre un financement à faible taux d'intérêt aux "fabricants indûment affectés par la réforme tarifaire". Sur quelle base ces fabricants sont-ils identifiés?

Réponse

Programme pour soutenir la concurrence sur le marché mondial: l'expression "fabricants indûment affectés par la réforme tarifaire" désigne les fabricants pour lesquels le total des droits d'importation *ad valorem* nominaux diminuera d'au moins 10 points de pourcentage sur la période allant de 1995 à 1999, ou les fabricants dont les concurrents bénéficient d'une réduction des droits d'importation d'au moins 10 points de pourcentage, cette réduction ayant une incidence importante sur leur chiffre d'affaires.

Question

En ce qui concerne l'"Aide au secteur du maïs", les "Versements à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle: forage", les "Versements à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle: programme provisoire de régénération des pâturages naturels" et les "Versements à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle: conversion des terres à faible rendement", veuillez fournir des renseignements sur la manière dont est déterminé le montant de la contribution financière pour chacun de ces programmes.

Réponse

En ce qui concerne l'"Aide au secteur du maïs", les "Versements à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle: forage", les "Versements à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle: programme provisoire de régénération des pâturages naturels", et les "Versements à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle: conversion des terres à faible rendement", le montant de la contribution financière pour chacun de ces programmes est déterminé comme suit:

- Aide au secteur du maïs

Les pouvoirs publics ont pris à leur charge la dette de l'Office du maïs, qui s'élève à 395,1 millions de rand (Fonds spécial pour le maïs). Cette dette est imputable aux pertes à l'exportation enregistrées durant les campagnes de commercialisation 1980/81 à 1986/87, la dernière campagne en ayant généré la majeure partie.

En ce qui concerne la campagne 1986/87, un important écart a été enregistré entre l'estimation réalisée en mars 1986 et le volume collectif des récoltes et des excédents exportables. En outre, les cours internationaux ont fortement chuté.

Le 3 août 1990, le Ministre de l'agriculture et le Ministre des finances ont signé un document intitulé "Garantie du gouvernement de la République sud-africaine", par lequel le gouvernement garantissait que l'Office du maïs s'acquitterait de ses obligations financières à l'égard de la Banque foncière et agricole d'Afrique du Sud.

Les paiements annuels pour les pertes enregistrées durant les périodes susmentionnées sont versés directement à l'Office du maïs. Les producteurs ne reçoivent aucun paiement direct.

- Versements à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle: conversion des terres à faible rendement

L'objectif de ce programme est de convertir en pâturages de plantes pérennes et/ou pâturages de légumineuses des terres normalement utilisées pour la production de céréales cultivées sans irrigation, afin de modifier les systèmes agraires et, ce faisant,

de réduire la dépendance excessive à l'égard de la production de céréales des régions de cultures à faible rendement.

Les éleveurs remplissant les conditions requises qui parviennent à créer des pâturages agréés reçoivent une subvention d'un montant de 130 rand par hectare pour la conversion des terres en pâturages, plus 60 rand par hectare pour avoir soustrait ces terres aux cultures commerciales. S'ils réussissent à entretenir ces pâturages pendant les trois années suivantes, les participants ont droit à une subvention d'entretien d'un montant de 60 rand par hectare et par an pendant trois ans.

- Versements à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle: programme provisoire de régénération des pâturages naturels

Il s'agit d'une mesure temporaire - appliquée pendant une période maximum de 12 mois - qui vise à aider les éleveurs de certaines régions à laisser le temps à leurs pâturages de se régénérer lorsqu'ils ont été endommagés par une sécheresse persistante. Le cheptel doit être ramené à un niveau inférieur à la capacité de pacage à long terme de l'exploitation agricole (50 pour cent de la capacité à long terme notifiée). Seuls les éleveurs dont les pâturages naturels ont été endommagés par la catastrophe due à la sécheresse et les éleveurs tirant 60 pour cent ou plus de leur revenu de la viande, de la laine/mohair et du lait peuvent bénéficier d'une aide au titre de ce programme.

Les éleveurs remplissant les conditions requises reçoivent une aide pour la réduction du cheptel à un niveau inférieur à la capacité officielle de pacage à long terme de leur exploitation, calculée comme suit:

- Petit cheptel: 16,14 rand par mois et par unité de gros bétail (UGB) convertie.
- Grand cheptel: 9,67 rand par mois et par UGB convertie.
- Versements à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle: forage

Le programme vise à assurer un approvisionnement de secours en eau potable pour le bétail et la consommation humaine dans les régions touchées par la sécheresse et déclarées zones sinistrées. Pour bénéficier de cette mesure, il faut qu'il y ait moins de 15 litres d'eau disponibles par jour et par personne et moins de 60 litres par jour et par animal. Cette situation doit toucher 10 pour cent du district.

Les agriculteurs remplissant les conditions requises peuvent tenter de réaliser deux forages par millier d'hectares, en bénéficiant à chaque fois d'une réduction de 70 pour cent sur le prix du mètre qui est de 35 rand. Deux autres tentatives de forage (une seule en cas de succès) peuvent être autorisées si les deux premières ont échoué. Seul l'ingénieur chargé des travaux peut autoriser d'autres tentatives. Les agriculteurs bénéficient alors de la même réduction de 70 pour cent pour chaque nouvel essai.

Question

Enfin, veuillez expliquer pourquoi les programmes de subventions suivants ne figurent pas dans votre notification concernant les subventions:

- **Incitations au développement industriel régional**
- **Programme d'encouragement à l'exportation**

- **Système général d'incitation à l'exportation**
- **Crédits à l'exportation gérés par la Société de développement industriel (IDC)**
- **Tarifs ferroviaires préférentiels**
- **Déduction pour enrichissement du minerai/Tarifification préférentielle de l'électricité**

Réponse

Les programmes ci-après n'ont pas été notifiés pour les raisons suivantes:

- Programme pour le développement industriel régional: L' Afrique du Sud ne considère pas ce programme comme étant propre à un secteur et il n'est pas subordonné aux résultats à l'exportation, c'est pourquoi elle estime qu'il n'entre pas dans les programmes devant être notifiés en tant que subventions.
 - Programme d'encouragement à l'exportation. On ne voit pas ce que désigne cette expression.
 - Système général d'incitation à l'exportation (GEIS): Ce programme a été mentionné dans la notification G/SCM/N/2/ZAF en tant que subvention prohibée, mais pas dans la notification G/SCM/N/3/ZAF du 23 juin 1997 car il a pris fin le 11 juillet 1997.
 - Crédits à l'exportation gérés par l'IDC: L'IDC administre différents programmes. Les deux programmes considérés comme devant être notifiés sont le "Programme de financement à faible taux d'intérêt" et le "Programme pour soutenir la concurrence sur le marché mondial". Il a déjà été répondu plus haut aux questions posées sur ces programmes.
 - Tarifs ferroviaires préférentiels: Bien que détenu par l'Etat, le réseau ferroviaire est géré sur une base commerciale. Les grands utilisateurs des transports ferroviaires peuvent négocier des réductions. Il ne s'agit pas d'une subvention.
 - Déduction pour enrichissement du minerai/Tarifification préférentielle de l'électricité: Là encore, les gros consommateurs d'électricité peuvent négocier des réductions sur une base commerciale. Il ne s'agit pas d'une subvention.
-